

Haies bocagères : protéger la biodiversité dans le respect des règles

Les **haies bocagères** font partie du **patrimoine naturel et paysager** du territoire. Elles jouent un rôle **essentiel pour la biodiversité**, la **qualité de l'eau**, la **protection des sols**, la **lutte contre l'érosion**, le **stockage du carbone** et l'**adaptation au changement climatique**. Leur préservation est un **enjeu collectif majeur**, qui repose à la fois sur des **pratiques responsables** et sur le **respect des règles en vigueur**.

Afin de préserver au maximum le bocage, les élus de l'Agglomération ont choisi de préserver les haies bocagères dans le **Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)**. Ainsi, tout arasement de haie doit être justifié et compensé par une plantation de nouvelle haie de longueur équivalente, voire plus. Cette protection prévue au PLUi vise à **maintenir le maillage bocager**, indispensable au **fonctionnement des écosystèmes**, à la **préservation des paysages** et à la **continuité écologique**.

L'**arasement d'une haie** correspond à son **arrachage complet, souches comprises**, et entraîne une **perte durable de biodiversité**. Lorsqu'une haie protégée est concernée, **toute suppression doit faire l'objet d'une demande préalable**. Le projet est examiné par **Guingamp-Paimpol Agglomération** et par la **commune concernée**, qui sont **garantes du respect du PLUi**. Pour les parcelles agricoles, des démarches complémentaires sont nécessaires auprès des **services de l'État (DDTM)**, en particulier dans le cadre de la **Politique Agricole Commune (PAC)**.

En complément et dans une logique de **transition écologique et agricole**, **Guingamp-Paimpol Agglomération accompagne, à leur demande, les exploitants agricoles** dans la **définition et le suivi technique de projets bocagers** (plantation, restauration, gestion durable). Cet accompagnement vise à **favoriser des pratiques respectueuses du vivant**, à **renforcer la résilience des exploitations** et à **préserver durablement les paysages**. Il s'agit d'un **accompagnement strictement technique**, qui **ne constitue pas une autorisation administrative** et ne se substitue pas aux démarches réglementaires.

Dans ce contexte, il est **indispensable que chacun et chacune reprenne pleinement sa place et ses responsabilités**. La **protection du bocage** et le **respect des règles** reposent sur une **compréhension claire du rôle de chaque acteur**. L'Agglomération, les **communes**, les **services de l'État**, les **exploitants agricoles** et les **particuliers** interviennent à des niveaux différents, avec des **compétences distinctes et complémentaires**. **Clarifier ces responsabilités**, c'est

éviter les confusions, sécuriser les projets, et garantir une application équitable des règles, dans l'intérêt de tous et de l'environnement. **Guingamp-Paimpol Agglomération n'est pas chargée de l'entretien des haies.** Elle **n'intervient pas pour la taille ou l'élagage** et **n'accompagne pas les particuliers** dans ces travaux. Les **techniciens bocage de l'Agglomération** n'interviennent pas non plus pour vérifier la conformité des opérations d'entretien. Dans la PAC, la **taille et l'entretien des haies sont autorisés uniquement entre le 15 août et le 15 mars,** afin de **préserver les périodes de reproduction et de nidification** des oiseaux et de nombreuses autres espèces.

Les **décisions relatives aux autorisations, aux contrôles et aux règles d'urbanisme** ne relèvent pas de Guingamp-Paimpol Agglomération. Elles sont prises par les **communes** et par les **services de l'État**, chacun dans le cadre de ses compétences. Le **service urbanisme « administration du droit des sols » (ADS)** porté par l'Agglomération agit **pour le compte des communes**, sous **l'autorité des maires**, qui restent **les seuls habilités à délivrer et signer les autorisations individuelles.** L'Agglomération, via l'ADS, apporte aux communes **un avis technique** qui permet ensuite aux Maires de rendre une décision.

Ainsi, pour toute question concernant **l'application du PLUi à une parcelle**, les **autorisations nécessaires**, les **contrôles réalisés** ou les **règles juridiques applicables aux travaux**, il est **indispensable de s'adresser à l'autorité compétente.** Le **respect de cette organisation** permet à chacun d'**agir en toute responsabilité**, tout en contribuant à la **préservation durable du bocage**, de la **biodiversité** et des **paysages du territoire.**